

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3648

[2008/203665]

**25 SEPTEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
déterminant les conditions sectorielles relatives aux cabines de peinture**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8, 9 et 62;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales;

Vu l'avis n° 44.353/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juin 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, qui, à l'origine, ont été prises en exécution de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, aujourd'hui abrogée, trouvent désormais leur fondement légal dans les dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui habilite le Gouvernement à arrêter des conditions générales au sens du chapitre I<sup>er</sup>, section III, de ce décret;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999, le Gouvernement ne peut, lorsqu'il arrête des conditions sectorielles, s'écarter des conditions générales, qu'à la condition de motiver cette dérogation;

Considérant, à l'heure actuelle, que l'arrêté royal du 3 août 1976 est en partie désuet; qu'en effet, certaines de ces dispositions ont été reprises par le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau (chapitre VI — Règlement général d'assainissement des eaux urbaines résiduaires) pour les eaux usées domestiques et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Considérant que certains paramètres visés par l'arrêté royal du 3 août 1976 ne sont aujourd'hui plus pertinents, ne sont pas applicables à l'ensemble des secteurs d'activité, ou font référence à des méthodes d'analyse aujourd'hui interdites dont notamment :

- le test de putréfaction au bleu de méthylène, paramètre abandonné;
- les hydrocarbures extractibles au tétrachlorure de carbone, dont l'analyse est aujourd'hui interdite et remplacée par une nouvelle méthode;

Considérant, enfin, que l'abrogation de l'arrêté royal du 3 août 1976 permet de limiter le nombre de textes réglementaires applicables à un établissement, répondant ainsi à la volonté du Gouvernement wallon d'adopter un programme de rationalisation et de simplification administrative;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle n'a pas émis d'observation;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions sectorielles sont applicables aux cabines de peinture visées par la rubrique 50.20.02 et aux déversements d'eaux usées industrielles des cabines de peinture visés par la rubrique 90.10.01 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

- 1<sup>o</sup> cabine de peinture : le local affecté au traitement pneumatique;
- 2<sup>o</sup> traitement préalable : l'enlèvement des saletés, des huiles et des graisses, d'écailles, de soudage, des croûtes de calcination et de laminage, de la rouille ou d'autres produits corrosifs, de vieilles couches de laque, recouvrant des véhicules ou parties de véhicule devant être peint, laqué ou enduit de vernis;
- 3<sup>o</sup> traitement mécanique préalable : le traitement préalable par un procédé mécanique tel que le ravalement, le brossage, le ponçage et le traitement au jet pneumatique, au jet centrifuge ou au jet liquide;
- 4<sup>o</sup> traitement chimique préalable : le traitement préalable par un nettoyage chimique au moyen :
  - a) d'un dégraisseur alcalin;
  - b) de solvants (organiques);
  - c) d'émulsions ou de produits formant des émulsions lors du nettoyage;
  - d) le décapage afin d'enlever des oxydes ou une croûte de laminage;
- 5<sup>o</sup> traitement pneumatique : la pulvérisation de peinture ou de vernis par un courant d'air rapide;
- 6<sup>o</sup> traitement pneumatique de base : la pulvérisation d'apprêts - surfaceur, primer, fuller - par un courant d'air rapide;
- 7<sup>o</sup> retouche de véhicules : toute activité industrielle ou commerciale de revêtement de surface ainsi que les activités connexes de dégraissage à appliquer sur le revêtement d'origine des véhicules routiers et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, ou sur une partie d'un tel véhicule, se déroulant hors des installations de fabrication, dans le cadre de la réparation, de la préservation ou de la décoration du véhicule, à l'aide des produits de retouche de véhicules tels que visés par l'arrêté royal du 7 octobre 2005 relatif à la réduction de la teneur en composés organiques volatils dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules;
- 8<sup>o</sup> établissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Un établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. La cabine de peinture est construite en matériaux incombustibles et ininflammables.

§ 2. Les portes de la cabine de peinture s'ouvrent vers l'extérieur. Les passages sont maintenus libres de tout encombrement.

§ 3. Les canalisations et les cheminées d'évacuation des émanations sont en matériaux incombustibles et sont installées de manière à permettre l'enlèvement facile des dépôts qui s'y forment.

Toutes les parties métalliques de ces canalisations sont mises à la terre.

§ 4. La cabine de peinture dispose d'un compteur d'heures d'utilisation.

**Art. 4.** Lorsque l'établissement, ses dépendances ou ses locaux sont contigus à un local habité, ils sont séparés de celui-ci par des murs, hourdis, cloisons, en brique ou en béton, plafonds et planchers présentant un degré de résistance au feu d'au moins une heure.

Les portes entre les locaux habités et l'établissement et ses dépendances ou ses locaux se ferment automatiquement et présentent une résistance au feu d'au moins une demi-heure.

**Art. 5.** Lorsque l'établissement, ses dépendances ou ses locaux sont contigus à un local habité, ils comportent un accès indépendamment de ce local.

**Art. 6.** Les porches d'entrée qui sont séparés de l'établissement par une cour à ciel ouvert de trois mètres de profondeur au moins ou qui sont isolés par une porte ayant une résistance au feu d'au moins une demi-heure ne sont pas des dépendances visées à l'article 4.

**Art. 7.** Les portes et les issues de secours de l'établissement s'ouvrent vers l'extérieur et les passages sont dégagés de tout obstacle. Lors de l'exploitation, les fenêtres et les portes de l'établissement sont fermés, sauf en cas de nécessité.

**Art. 8.** Les sols des ateliers et des aires de travail ou de nettoyage sont bétonnés et rendus parfaitement étanches à toute pénétration de substances liquides dans le sol. Les aires de travail présentent une résistance chimique à tous les liquides présents dans l'établissement.

**Art. 9.** Lorsque le débit à l'émission de la cabine de peinture est inférieur à 20 000 Nm<sup>3</sup>/h, l'orifice d'évacuation des vapeurs qui se forment lors de la pulvérisation d'apprêts, de peinture ou de vernis :

1° débouche à une distance de 20 mètres au moins, mesuré sur une projection horizontale, de toute ouverture telles que les portes et les fenêtres des locaux habités ou;

2° est équipé d'un dispositif statique destiné à augmenter la vitesse d'éjection verticale des gaz - Venturi - de manière à garantir une bonne dispersion des polluants résiduels.

Les conditions particulières peuvent fixer la hauteur et la position de la cheminée et de la canalisation d'évacuation.

**Art. 10.** Des orifices sont aménagés en des endroits facilement accessibles dans les parois des cheminées et des canalisations d'évacuation des fumées ou des gaz afin de rendre possible le prélèvement des gaz.

Par dérogation à la norme NBN EN 13284-1, ces ouvertures sont situées dans une zone non perturbée des cheminées ou des conduits, à une distance de la dernière perturbation - sortie du foyer, coude - au moins égale à quatre fois le diamètre hydraulique de la cheminée ou du conduit considéré.

CHAPITRE III. — *Exploitation**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 11.** Les cheminées et les canalisations d'évacuation des émanations sont régulièrement nettoyées. Il est interdit de les nettoyer à la flamme ou par tout autre procédé susceptible de produire des étincelles lorsque des matières inflammables sont utilisées dans la cabine de peinture.

**Art. 12.** Il est interdit de conserver en dehors de l'endroit visé à l'article 16 des produits dangereux ou inflammables excédant les besoins d'une demi-journée de travail.

**Art. 13.** Dès que la charge filtrante est saturée, elle est immédiatement remplacée par une charge d'au moins de même efficacité. Le fonctionnement de la cabine de peinture sans le système de filtration est strictement interdit.

**Art. 14.** Les produits dangereux et/ou inflammables sont contenus dans des récipients appropriés, conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides qu'ils contiennent et d'une résistance mécanique et chimique suffisante.

Les opérations mettant en œuvre ces produits ne sont confiées qu'à l'exploitant ou des personnes compétentes autorisées par celui-ci.

*Section 2. — Affectation des locaux*

**Art. 15.** Le traitement mécanique et chimique préalable des véhicules et parties de véhicule est effectué dans une zone de l'établissement qui y est affectée exclusivement appelée "zone de préparation".

Le traitement pneumatique de base est effectué dans la cabine de peinture ou dans la zone de préparation.

Le traitement pneumatique est effectué exclusivement dans la cabine de peinture.

**Art. 16.** Le stockage des produits dangereux ou inflammables fait l'objet de conditions particulières.

**Art. 17.** Les manipulations et les préparations de peintures et solvants ainsi que le nettoyage des pistolets de pulvérisation peuvent avoir lieu dans le local de stockage de produits dangereux ou inflammables ou dans un local qui y est affecté exclusivement.

*Section 3. — Ventilation*

**Art. 18.** La cabine de peinture et les locaux qui l'entourent sont ventilés par un dispositif de manière à ce que l'atmosphère n'y puisse jamais devenir toxique ou explosive.

**Art. 19.** Dans l'établissement en sous-sol, un système de ventilation mécanique, placé au niveau le plus bas, aspire les gaz et fumées répandus dans l'établissement et les refoule à l'extérieur.

**Art. 20.** La cabine de peinture et les installations d'évacuation des émanations et des poussières ne comportent aucun espace mort dans lequel des mélanges explosifs ou des dépôts peuvent se constituer.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 21.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 22.** L'interdiction du feu nu et l'interdiction de fumer sont signalées au moyen de pictogrammes clairement identifiables dans la cabine de peinture et les endroits visés aux articles 12 et 16, tant sur la face extérieure des portes qu'à l'intérieur des locaux.

**Art. 23.** Le chauffage de la cabine de peinture ne peut se faire qu'à l'aide d'appareils dont la construction, l'emplacement et l'usage donnent des garanties suffisantes pour prévenir tout danger d'incendie et d'explosion.

**Art. 24.** Dans la cabine de peinture, il est interdit de procéder à des travaux exigeant l'emploi d'un dispositif à feu libre ou du matériel électrostatique pouvant provoquer des étincelles.

CHAPITRE V. — *Eau**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 25.** Les rejets d'eaux usées en eaux souterraines sont strictement interdits.

**Art. 26.** Les aires de travail sont aménagées pour recueillir et évacuer tout liquide qui y serait répandu accidentellement ou non, notamment les eaux de nettoyage des sols et véhicules, vers un seul exutoire.

**Art. 27.** Le système de récolte des eaux usées issues des aires de travail est strictement séparé du système de récolte des eaux usées domestiques et des eaux pluviales.

Les eaux polluées issues des aires de travail ne peuvent être déversées et sont évacuées vers une installation d'épuration ou vers une citerne de stockage temporaire dans l'attente de leur enlèvement par un collecteur agréé de déchets.

**Art. 28.** Des produits absorbants, telles que de la mousse, des tissus, de la poudre ou des granulés absorbants, sont disponibles en permanence pour une intervention rapide lors d'épanchement accidentel de peintures ou de solvants.

*Section 2. — Conditions de déversement en eau de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'écoulement*

**Art. 29.** Les eaux usées domestiques rejetées en eau de surface ordinaire ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;

2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

3° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

4° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou d'autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

5° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

**Art. 30.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire ou dans une voie artificielle d'écoulement respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;

2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 60 mg par litre;

4° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de deux heures;

5° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

6° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg par litre;

7° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou d'autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

8° sans préjudice du point 9°, les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

9° la teneur en métaux totaux des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre.

*Section 3. — Conditions de déversement en égouts publics*

**Art. 31.** Les eaux usées domestiques rejetées dans les égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° les eaux déversées ne peuvent contenir ni fibres textiles, ni emballages en matières plastique, ni déchets ménagers solides organiques ou non;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir :

a) des huiles minérales, des produits inflammables et des solvants volatils;

b) plus de 500 mg par litre de matières extractibles à l'éther de pétrole;

c) toutes substances susceptibles de rendre les eaux d'égout toxiques ou dangereuses;

3° les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

**Art. 32.** Les eaux usées industrielles rejetées dans les égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées ne peut être supérieur à 9 ou inférieur à 6,5;

2° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

3° la teneur en matières en suspension (MES) des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

4° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 200 ml par litre au cours d'une sédimentation statique de 2 heures;

6° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

7° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

8° les eaux usées ne peuvent contenir des substances susceptibles de provoquer :

a) un danger pour le personnel d'entretien des égouts et des installations;

b) une détérioration ou obstruction des canalisations;

c) une entrave au bon fonctionnement des installations de refoulement et d'épuration;

9° sans préjudice du point 10°, les eaux déversées ne peuvent pas contenir les substances visées aux articles R.131 à R.141 et aux annexes I<sup>re</sup> et VII du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

10° la teneur en métaux totaux des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre.

#### CHAPITRE VI. — Air

##### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 33.** Les vapeurs et les émanations du traitement pneumatique et du traitement pneumatique de base sont aspirées à la source à l'aide d'un dispositif mécanique et filtrées par des filtres secs ou de toute autre installation d'épuration efficace et rejetées à l'atmosphère.

**Art. 34.** Le débit à l'émission des vapeurs et émanations provenant du traitement pneumatique en cabine est de 20 000 Nm<sup>3</sup>/h au minimum. La vitesse de l'air éjecté à la cheminée est égale ou supérieure à 7 m/s. Ces émissions sont émises verticalement de bas en haut et sans obstacle-chapeau.

Les gaz provenant du local de préparation des produits et du système de lavage des pistolets de pulvérisation sont émis verticalement de bas en haut et sans obstacle-chapeau. La vitesse d'éjection de ces gaz est calculée de manière à ce que l'atmosphère du local de préparation des produits ne puisse jamais devenir explosive ou toxique, conformément à l'article 18.

Le local de préparation des produits et du système de lavage des pistolets de pulvérisation est équipé d'un système de ventilation mécanique.

**Art. 35.** Les émissions particulières de peintures ou de vernis formées lors des opérations de pulvérisation ou de pistolage sont filtrées de manière à ce que leur concentration dans les gaz de rejet ne dépasse pas 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

Dans le cas où la consommation annuelle en solvant présent dans les produits de retouche de véhicules et de nettoyage est supérieure à deux tonnes, la concentration en composés organiques volatils dans les gaz de rejet ne dépasse pas 50 mg C/Nm<sup>3</sup>.

##### Section 2. — Cabine de peinture

**Art. 36.** L'utilisation exclusive de pistolet HVLP (High Volume Low Pressure — grand volume et basse pression) ou de pistolet avec transfert de produits de peinture de plus de 65 % en poids est obligatoire.

##### Section 3. — Zone de préparation

**Art. 37.** Les émissions de poussières en provenance de la zone de préparation, tel que le ponçage mécanique, préalable à l'application de peintures sont évacuées par une cheminée et filtrées de manière à ce que leur concentration dans les gaz de rejet ne dépasse pas 150 mg/Nm<sup>3</sup> si le débit massique en poussières est inférieur ou égal à 500 g/h et 50 mg/Nm<sup>3</sup> si le débit massique en poussières est supérieur à 500 g/h.

##### Section 4. — Nettoyage des pistolets

**Art. 38.** Le nettoyage des pistolets via un "nettoyeur de pistolet fermé" est obligatoire en cas d'utilisation d'un nettoyeur pour pistolet contenant des COV. Les effluents sont gérés comme des déchets liquides.

##### Section 5. — Conditions de mesure

**Art. 39.** Les valeurs limites des rejets se rapportent au volume des effluents gazeux dans les conditions normales, à savoir : température de 273,15 K - 0 °C; pression de 101,3 kPa; gaz sec.

##### Section 6. — Registre technique

**Art. 40.** L'exploitant tient un registre comprenant au minimum les informations suivantes :

1° en première page :

a) le nom et l'adresse de l'exploitant;

b) le nom et l'adresse de la personne responsable;

c) les débits de l'émission de l'air en m<sup>3</sup>/h : cabine de peinture et zone de préparation;

d) la vitesse en m/s de l'émission d'air indiquée par le fabricant de la cabine de peinture et de la zone de préparation;

2° pages suivantes :

DATE	NATURE (1)	FILTRES (2)	INDEX (3)	SIGNATURE (4)
------	---------------	----------------	--------------	------------------

Les différentes colonnes mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, comprennent les renseignements suivants :

1° nature de l'opération : entretien, expertise ou contrôle;

2° remplacement des filtres : filtres secs (cabine de peinture ou zone de préparation), charbon actif (quantité en kg);

3° index horaires de la cabine de peinture en mode émission et recyclage;

4° nom et signature de la personne qui effectue l'entretien, l'expertise ou le contrôle.

Ce registre peut être remplacé par le formulaire complété annuellement dans le cadre d'un système de qualité émanant d'une société d'audit accréditée, pour autant que ce dernier comporte au minimum les informations reprises aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

CHAPITRE VII. — *Déchets*

**Art. 41.** Les solvants sont recyclés sur place ou récupérés par un collecteur agréé.

**Art. 42.** L'installation de stockage temporaire de déchets dangereux lorsque la capacité de stockage est inférieure à 250 kilos fait l'objet de conditions particulières.

CHAPITRE VIII. — *Contrôle, autocontrôle et surveillance*

**Art. 43.** L'exploitant et le fonctionnaire chargé de la surveillance utilisent les méthodes de référence pour l'échantillonnage et l'analyse de tous les paramètres visés aux articles 29 à 32 validées par l'Institut scientifique de Service public conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à la mission de laboratoire de référence en matière d'eau, d'air et de déchets de l'Institut scientifique de Service public.

Les valeurs paramétriques visées aux articles 29 à 32 sont des concentrations maximales instantanées.

**Art. 44.** L'exploitant s'assure que l'installation de filtration et d'évacuation des émanations et des poussières est contrôlée et entretenue au moins une fois par an.

**Art. 45.** L'exploitant répare, en cas de défaillance, l'installation de filtration et d'évacuation à l'air libre des effluents gazeux.

**Art. 46.** A la demande du fonctionnaire chargé de la surveillance, l'exploitant est tenu de faire procéder à une mesure du débit de la ventilation de la cabine de peinture et à une mesure de la concentration en composés organiques volatils et en poussières dans les gaz rejetés.

Ces analyses peuvent être demandées deux fois par an maximum aux frais de l'exploitant. Il est entendu qu'en cas de problème, la deuxième analyse est destinée à la vérification de l'efficacité des mesures de réduction des émissions prises par l'exploitant.

**Art. 47.** Ces mesures sont exécutées par un laboratoire ou un organisme agréé selon les dispositions de la loi du 25 décembre 1964 relative à la pollution atmosphérique.

**Art. 48.** Tous les rapports, avec les résultats des mesures, sont tenus à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

**Art. 49.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance le registre technique visé à l'article 40.

**Art. 50.** Les eaux usées déversées sont évacuées par un dispositif de contrôle répondant aux exigences suivantes :

1° permettre le prélèvement aisé d'échantillons des eaux déversées;

2° permettre, à la demande ou à l'initiative du fonctionnaire chargé de la surveillance, le prélèvement d'échantillons des eaux déversées;

3° être facilement accessible sans formalité préalable;

4° être placé à un endroit offrant toute garantie quant à la quantité et la qualité des eaux.

CHAPITRE IX. — *Dispositions abrogatoire, transitoires et finales*

**Art. 51.** L'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales est abrogé pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté.

**Art. 52.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

1° les articles 27, alinéa 1<sup>er</sup>, et 34 ne s'appliquent pas aux établissements existants;

2° les articles 10 et 35 s'appliquent aux établissements existants au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 53.** Le Ministre de l'Environnement est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Namur, le 25 septembre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN



## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 3648

[2008/203665]

**25. SEPTEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Spritzkabinen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8, 9 und 62;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser;

Aufgrund des am 9. Juni 2008 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.353/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser, die ursprünglich in Ausführung des Artikels 3 § 1 des jetzt aufgehobenen Gesetzes vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durchgeführt wurden, fortan ihre gesetzliche Grundlage in den Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung haben, die es der Regierung erlauben, allgemeine Bedingungen im Sinne von Kapitel I, Abschnitt III dieses Dekrets festzusetzen;

In der Erwägung, dass die Regierung, wenn sie sektorbezogene Bedingungen festsetzt, kraft Artikel 5 § 2 Absatz 3 des Dekrets vom 11. März nur dann von den allgemeinen Bedingungen abweichen kann, wenn diese Abweichung begründet wird;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur Zeit teilweise veraltet ist; dass manche dieser Bestimmungen in der Tat in Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet (Kapitel VI — Allgemeine Regelung zur Sanierung des städtischen Abwassers), für das Haushaltsabwasser und in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe übernommen worden sind;

In der Erwägung, dass bestimmte im Königlichen Erlass vom 3. August 1976 erwähnte Parameter heute nicht mehr relevant sind, nicht auf die Gesamtheit der Tätigkeitsbereiche anwendbar sind oder sich auf Analysemethoden beziehen, die heute verboten sind, wie z.B.:

— der Putrefaktionstest mit Methylenblau, in Vergessenheit geratener Parameter;

— die mit Tetrachlorkohlenstoff extrahierbaren Kohlenwasserstoffe, deren Analyse heute verboten und durch eine neue Methode ersetzt ist;

In der Erwägung, dass die Aufhebung des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 es zuletzt möglich macht, die Anzahl der auf einen Betrieb anwendbaren Verordnungstexte zu begrenzen, wobei auf den Wunsch der Wallonischen Regierung, ein Programm zur Rationalisierung und zur administrativen Vereinfachung einzuleiten, eingegangen wird;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass sie keine Bemerkung geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen**

**Artikel 1** - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Spritzkabinen gemäß der Rubrik 50.20.02 und auf die Ableitungen von Industrieabwasser der Spritzkabinen gemäß der Rubrik 90.10.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Spritzkabine: der zur pneumatischen Behandlung bestimmte Raum;

2° Vorbehandlung: das Entfernen von Dreck, Ölen, Fetten, Farbschuppen, Schweißresten, Verbrennungs- und Laminierkrusten, Rost oder anderen ätzenden Produkten, von alten Lackschichten, die Fahrzeuge oder Teile davon bedecken, die angestrichen, lackiert oder mit Klarlack lackiert werden müssen;

3° mechanische Vorbehandlung: die vorherige Behandlung anhand eines mechanischen Verfahrens wie das Reinigen, das Bürsten, das Abschleifen und das Behandeln mit Druckluft, mit einem Zentrifugalstrahl oder mit einem Flüssigkeitsstrahl;

4° chemische Vorbehandlung: die vorherige Behandlung durch eine chemische Reinigung mittels:

a) eines alkalischen Entfettungsmittels;

b) (organischer) Lösungsmittel;

c) Emulsionen oder Produkte, die Emulsionen beim Reinigen bilden;

d) Abbeizens, um Oxyde oder eine Laminierkruste zu entfernen;

5° pneumatische Behandlung: das Anbringen von Farbe oder Klarlack mittels eines schnellen Luftstrahls;

6° pneumatische Grundbehandlung: das Spritzen von Grundiermitteln - Oberflächengrundierung, Primer, Fuller - mittels eines schnellen Luftstrahls;

7° Neulackierung von Fahrzeugen: jede industrielle oder gewerbliche Tätigkeit in Bezug auf die Oberflächenbeschichtung sowie die damit verbundenen Entfettungstätigkeiten, die an der Originallackierung von Straßenfahrzeugen und deren Anhängern, deren Bestandteilen sowie dem Sicherheitszubehör, oder an einem Teil eines solche Fahrzeugs vorgenommen werden, dies außerhalb der Herstellungsanlagen, im Rahmen der Reparatur, der Konservierung oder der Dekoration des Fahrzeugs, und bei der Produkte zur Neulackierung von Fahrzeugen, die im Königlichen Erlass vom 7. Oktober 2005 über die Verringerung des Gehalts an flüchtigen organischen Verbindungen in bestimmten Klarlacken und Lacken und in den Produkten zur Neulackierung von Fahrzeugen, verwendet werden;

8° bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine ordnungsgemäße Betriebsgenehmigung ausgestellt worden war. Ein Betrieb, dessen Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht wurde, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.

#### KAPITEL II — *Aufstellung und Bau*

**Art. 3 - § 1** - Die Spritzkabine wird aus unbrennbaren und unentzündlichen Werkstoffen gebaut.

§ 2 - Die Türen der Spritzkabine öffnen sich nach außen. Die Durchgangswege werden von jedem Hindernis freigehalten.

§ 3 - Die Rohrleitungen und die Abzugsrohre zur Ableitung der Ausdünstungen bestehen aus unbrennbaren Stoffen und werden derart angelegt, dass die Ablagerungen, die sich dort bilden, leicht zu entfernen sind.

Alle metallischen Teile dieser Rohrleitungen werden geerdet.

§ 4 - In der Spritzkabine steht ein Zähler für die Betriebsstunden.

**Art. 4** - Wenn der Betrieb, seine Nebengebäude oder seine Räumlichkeiten an einen bewohnten Raum grenzen, sind sie von diesem bewohnten Raum und von dessen Zugängen durch Wände, Hourdiplatten, Trennwände, aus Ziegelsteinen oder aus Beton, durch Decken und Fußböden mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer Stunde getrennt.

Die Türen zwischen den bewohnten Räumen und dem Betrieb und seinen Nebengebäuden oder seinen Räumlichkeiten schließen automatisch und weisen einen Feuerbeständigkeitsgrad von mindestens 1/2 Stunde auf.

**Art. 5** - Wenn der Betrieb, seine Nebengebäude oder seine Räumlichkeiten an einen bewohnten Raum grenzen, müssen sie einen von diesem Raum getrennten Eingang haben.

**Art. 6** - Die Eingangsportale, die von dem Betrieb durch einen mindestens drei Meter tiefen Hof ohne Dach abgetrennt sind oder die durch eine Tür mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde getrennt sind, gelten nicht als Nebengebäude im Sinne von Artikel 4.

**Art. 7** - Die Türen und Notausgänge des Betriebs öffnen nach außen und es stehen keine Hindernisse in den Durchgängen. Wenn im Betrieb gearbeitet wird, bleiben die Fenster und Türen des Betriebs zu, es sei denn das Gegenteil ist notwendig.

**Art. 8** - Die Bodenflächen der Werkstätten und der Arbeits- oder Reinigungsflächen bestehen aus Beton und werden so behandelt, dass sie absolut gegen jedes Durchdringen von flüssigen Stoffen in den Boden dicht sind. Die Arbeitsflächen sind gegen alle im Betrieb befindlichen Flüssigkeiten chemisch widerstandsfähig.

**Art. 9** - Wenn die Ausströmmenge in der Spritzkabine weniger als 20 000 Nm<sup>3</sup>/h beträgt, ist die Ableitungsöffnung für die Dämpfe, die beim Spritzen von Grundierungen, Lack oder Klarlack entstehen,

1° mindestens von jeder Öffnung wie z.B. Türen, Fenster von bewohnten Räumlichkeiten 20 Meter, in Horizontalprojektion gemessen, entfernt oder

2° mit einer statischen Vorrichtung versehen, die dazu bestimmt ist, die vertikale Ableitungsgeschwindigkeit der Gase (Venturi) so zu erhöhen, dass eine gute Verteilung der übrig bleibenden Schadstoffe gesichert wird.

In den Sonderbedingungen können die Höhe und die Stellung des Abzugsrohrs und der Abzugsrohrleitung festgesetzt werden.

**Art. 10** - Öffnungen werden an leicht zugänglichen Stellen in den Wänden der für den Rauch oder die Gase vorgesehenen Abzugsrohre und -rohrleitungen angebracht, um das Entnehmen der Gase zu ermöglichen.

In Abweichung von der Norm NBN EN 13284-1 befinden sich diese Öffnungen an einer ruhigeren Stelle der Rohre bzw. Rohrleitungen, in einer Entfernung von der letzten Turbulenz - Herdaustritt, Biegung - die mindestens viermal dem hydraulischen Durchmesser des/der betroffenen Rohrs bzw. Rohrleitung entspricht.

#### KAPITEL III — *Betrieb*

##### *Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 11** - Die für die Ausdünstungen vorgesehenen Ableitungsrohre und -rohrleitungen werden regelmäßig gesäubert. Es ist verboten, sie mit einer Flamme oder mittels jedes anderen Verfahrens zu säubern, das Funken verursachen kann, wenn entzündliche Stoffe in der Spritzkabine verwendet werden.

**Art. 12** - Es ist verboten, gefährliche oder entzündliche Produkte in einer Menge, die den Bedarf eines halben Arbeitstages überschreitet, außerhalb des in Artikel 16 erwähnten Ortes zu lagern.

**Art. 13** - Sobald die Filtrierlast gesättigt ist, wird sie sofort durch eine Filtrierlast mit mindestens derselben Wirksamkeit ersetzt. Es ist strengstens verboten, die Spritzkabine ohne das Filtriersystem zu betreiben.

**Art. 14** - Die gefährlichen und/oder entzündlichen Produkte werden in geeigneten Behältern gelagert, die aufgrund der Merkmale der Flüssigkeiten, die sie enthalten, entwickelt und gefertigt worden sind und eine zureichende mechanische und chemische Widerstandsfähigkeit aufweisen.

Arbeitsvorgänge, bei denen diese Produkte benutzt werden, werden nur dem Betreiber oder fachkundigen Personen mit der Genehmigung des Betreibers anvertraut.

##### *Abschnitt 2 — Zweckbestimmung der Räumlichkeiten*

**Art. 15** - Die mechanische und chemische Vorbehandlung der Fahrzeuge und der Fahrzeugteile wird in einem Teil des Betriebs vorgenommen, der nur dazu bestimmt ist und "Vorbereitungsbereich" genannt wird.

Die pneumatische Grundbehandlung wird in der Spritzkabine oder in dem Vorbereitungsbereich vorgenommen.

Die pneumatische Behandlung wird ausschließlich in der Spritzkabine vorgenommen.

**Art. 16** - Die Lagerung der gefährlichen oder entzündlichen Produkte unterliegt besonderen Bedingungen.

**Art. 17** - Die Handhabungen und die Vorbereitungen von Lacken und Lösungsmitteln sowie das Säubern der Spritzpistolen können im Lagerraum für gefährliche oder entzündliche Produkte oder in einem nur dazu bestimmten Raum vorgenommen werden.

*Abschnitt 3 — Belüftung*

**Art. 18** - Die Spritzkabine und die darum liegenden Räume werden mittels einer Vorrichtung so belüftet, dass die dort befindliche Luft nie giftig oder explosionsfähig werden kann.

**Art. 19** - Im Unterboden des Betriebs werden die Gase und der Rauch, die im Betrieb entstehen, durch eine an der tiefsten Stelle installierte Saugvorrichtung aufgesaugt und nach außen geblasen.

**Art. 20** - In der Spritzkabine und den Anlagen zur Ableitung der Ausdünstungen und des Staubes besteht kein toter Raum, wo explosionsfähige Mischungen oder Ablagerungen entstehen können.

*KAPITEL IV — Feuer- und Unfallverhütung**Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 21** - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 22** - Das Verbot von offenen Feuern und das Rauchverbot werden in allen Räumen des Betriebs anhand deutlich identifizierbarer Piktogramme in der Spritzkabine und an den in den Artikeln 12 und 16 erwähnten Stellen sowohl auf Außenseite der Türen als auch im Inneren der Räume angezeigt.

**Art. 23** - Zum Heizen der Spritzkabine dürfen nur Geräte verwendet werden, deren Bau, Standort und Verwendung genug Sicherheitsgarantien geben, damit jedem Brand- und Explosionsrisiko verhindert wird.

**Art. 24** - In der Spritzkabine ist es verboten, Arbeiten vorzunehmen, für welche die Verwendung einer offenen Flamme oder elektrostatischen Materials, das Funken verursachen kann, erforderlich ist.

*KAPITEL V — Wasser**Abschnitt 1 — Allgemeines*

**Art. 25** - Das Ableiten von Abwasser in das Grundwasser ist strengstens verboten.

**Art. 26** - Die Arbeitsflächen sind so eingerichtet, dass jede Flüssigkeit, die unfallbedingt oder nicht verschüttet worden wäre, u.a. das bei der Reinigung der Böden und Fahrzeuge anfallende Wasser, gesammelt und zu einem einzigen Abfluss abgeleitet wird.

**Art. 27** - Das System zum Sammeln des von den Arbeitsflächen kommenden Wassers, ist vom System zum Sammeln des häuslichen Abwassers und des Regenwassers völlig getrennt.

Das aus den Arbeitsflächen kommende verschmutzte Abwasser darf nicht in die Kanalisation eingeleitet werden und wird zu einer Kläranlage oder zu einem Behälter zur zeitweiligen Lagerung bis zu dessen Abtransport durch einen zugelassenen Sammler von Abfällen abgeleitet.

**Art. 28** - Aufsaugende Stoffe wie Schaum, Stoffe, Pulver oder aufsaugendes Granulat sind ständig für einen raschen Eingriff bei unfallbedingtem Verschütten von Lack oder Lösungsmitteln verfügbar.

*Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege*

**Art. 29** - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in einen künstlichen Ableitungsweg abgeleitete Haushaltsabwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;

2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

3° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

5° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden.

**Art. 30** - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser oder in einen künstlichen Ableitungsweg abgeleitete industrielle Abwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;

2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30 °C nicht überschreiten;

3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 60 mg pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von zwei Stunden) nicht überschreiten;

5° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

6° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° in einer repräsentativen Probe des abgeleiteten Wassers dürfen keine Öle, Fette oder anderen schwimmenden Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

8° unbeschadet von Punkt 9 dürfen im abgeleiteten Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden;

9° der Gehalt an Gesamtmitteln des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten.

*Abschnitt 3 — Bedingungen zur Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen*

**Art. 31** - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Haushaltsabwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

1° das abgeleitete Abwasser darf weder Textilfasern, Verpackungen aus Kunststoff noch feste Haushaltsabfälle, ob diese organisch sind oder nicht, enthalten;



2° das abgeleitete Abwasser darf folgende Stoffe nicht enthalten:

- a) Mineralöle, entzündliche Stoffe oder flüchtige Lösungsmittel;
- b) mit Petrolether extrahierbare Stoffe mit einem Gehalt von mehr als 500 mg/l;
- c) alle Stoffe, durch die das Kanalisationswasser giftig oder gefährlich werden kann.

3° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden.

**Art. 32** - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Industrieabwasser muss folgenden Bedingungen genügen:

- 1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers darf 9 nicht überschreiten oder 6,5 nicht unterschreiten;
- 2° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45 °C nicht überschreiten;
- 3° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 4° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;
- 5° der Gehalt an absetzbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 200 ml pro Liter im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden nicht überschreiten;
- 6° der Gehalt der an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;
- 7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartiger Gase verursachen können, enthalten sein;
- 8° es dürfen im Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die Folgendes verursachen können:
  - a) eine Gefahr für das Wartungspersonal der Kanalisationen und der Kläranlagen;
  - b) eine Beschädigung oder Verstopfung der Kanalisationen;
  - c) eine Behinderung der Betriebsfähigkeit der Förder- und Kläranlagen;
- 9° unbeschadet von Punkt 10° dürfen im abgeleiteten Abwasser keine Stoffe enthalten sein, die in den Artikeln R.131 bis R.141 und in den Anlagen I und VII zum Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt werden;
- 10° der Gehalt an Gesamtmetallen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten.

#### KAPITEL VI — Luft

##### Abschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 33** - Die Dämpfe und Ausdünstungen, die von der pneumatischen Behandlung und der pneumatischen Vorbehandlung stammen, werden an deren Entstehungsquelle durch eine mechanische Vorrichtung aufgesaugt, durch Trockenfilter oder jegliche wirksame Reinigungsanlage filtriert und in die Außenluft abgeleitet.

**Art. 34** - Die Ausströmmenge der aus der pneumatischen Behandlung in der Spritzkabine kommenden Dämpfe und Ausdünstungen beträgt mindestens 20 000 Nm<sup>3</sup>/h. Die Geschwindigkeit der abgeleiteten Luft beträgt mindestens 7 m/s am Ableitungsrohr. Diese Emissionen werden senkrecht von unten nach oben und ohne Abdeckung des Ableitungsrohrs ausgestoßen.

Die aus dem Raum, in dem die Produkte vorbereitet werden und die Spritzpistolen gereinigt werden, kommenden Gase werden senkrecht von unten nach oben und ohne Abdeckung des Ableitungsrohrs ausgestoßen. Die Ausstoßgeschwindigkeit dieser Gase wird so berechnet, dass die Luft im Raum, in dem die Produkte vorbereitet werden, nie explosionsfähig oder giftig werden kann, dies gemäß Artikel 18.

Der Raum, in dem die Produkte vorbereitet und die Spritzpistolen gereinigt werden, ist mit einem mechanischen Belüftungssystem ausgerüstet.

**Art. 35** - Die besonderen Emissionen von Lacken oder Klarlacken, die bei den Zerstäubungs- oder Spritzarbeiten entstehen, werden so filtriert, dass deren Konzentration in den ausgestoßenen Gasen 50 mg/Nm<sup>3</sup> nicht überschreitet.

Falls der Jahresverbrauch von in den Produkten zur Neulackierung von Fahrzeugen und in den Reinigungsprodukten enthaltenem Lösungsmittel zwei Tonnen überschreitet, darf die Konzentration der flüchtigen organischen Verbindungen in den ausgestoßenen Gasen 50 mg C/Nm<sup>3</sup> nicht überschreiten.

##### Abschnitt 2 — Spritzkabine

**Art. 36** - Die ausschließliche Verwendung der HVLP Pistole (High Volume Low Pressure - großes Volumen und niedriger Druck) oder der Pistole mit Übertragung von Lackierungsprodukten mit über 65 % an Gewicht ist verpflichtend.

##### Abschnitt 3 — Vorbereitungsbereich

**Art. 37** - Die Emissionen von Staub aus dem Vorbereitungsbereich, wie z.B. dem vor der Spritzlackierung vorgenommenen mechanischen Schleifen, werden über ein Abzugsrohr abgeleitet und so filtriert, dass deren Konzentration in den ausgestoßenen Gasen 150 mg/Nm<sup>3</sup> nicht überschreitet, wenn der Massenstrom des Staubes höchstens 500 g/h beträgt, und 50 mg/Nm<sup>3</sup> nicht überschreitet, wenn der Massenstrom des Staubes 500 g/h überschreitet.

##### Abschnitt 4 — Säuberung der Spritzpistolen

**Art. 38** - Die Säuberung der Pistolen mittels eines "geschlossenen Pistolenreinigungssystem" ist im Falle der Verwendung eines flüchtige organische Verbindungen enthaltenden Säuberungsproduktes für Pistolen verpflichtend. Das Abwasser wird als flüssigen Abfall behandelt.

##### Abschnitt 5 — Messbedingungen

**Art. 39** - Die Grenzwerte der Ableitungen beziehen sich auf das Volumen der Gasausstöße unter normalen Bedingungen, d.h.: Temperatur von 273,15 K - 0 °C; Druck von 101,3 kPa, trockenes Gas.

##### Abschnitt 6 — Technisches Register

**Art. 40** - Der Betreiber führt ein technisches Register, das mindestens folgende Informationen enthält:

- 1° auf der ersten Seite:
  - a) Name und Anschrift des Betreibers;

- b) Name und Anschrift der verantwortlichen Person;  
 c) die Ausströmmengen der Luft in m<sup>3</sup>/h: Spritzkabine und Vorbereitungsbereich;  
 d) die Geschwindigkeit Luftemission in m/s nach Angaben vom Hersteller der Spritzkabine und des Vorbereitungsbereichs;  
 2° folgende Seiten:

DATUM	ART (1)	FILTER (2)	INDEX (3)	UNTERSCHRIFT (4)
-------	------------	---------------	--------------	---------------------

Die verschiedenen in Absatz 1 2° erwähnten Spalten enthalten folgende Angaben:

- 1° Art des Vorgangs: Wartung, Begutachtung oder Kontrolle;  
 2° Ersetzen der Filter: trockene Filter (Spritzkabine oder Vorbereitungsbereich), Aktivkohle (Menge in kg);  
 3° Stundenindex der Spritzkabine im Emissions- und Recyclingmodus;  
 4° Name und Unterschrift der Person, die die Wartung, die Begutachtung oder die Kontrolle durchführt.

Dieses Register kann durch das Formular ersetzt werden, das jährlich im Rahmen eines von einer akkreditierten Auditfirma stammenden Qualitätssystems ergänzt wird, insofern im Formular mindestens die in den Absätzen 1 und 2 angeführten Angaben stehen.

#### KAPITEL VII — *Abfälle*

**Art. 41** - Die Lösungsmittel werden an Ort und Stelle recycelt oder von einem zugelassenen Sammler abgeführt.

**Art. 42** - Die Anlage zur zeitweiligen Lagerung von gefährlichen Abfällen ist Gegenstand von besonderen Bedingungen, wenn die Lagerkapazität unter 250 kg liegt.

#### KAPITEL VIII — *Kontrolle, Selbstkontrolle und Überwachung*

**Art. 43** - Der Betreiber und der mit der Überwachung beauftragte Beamte verwenden die Referenzmethoden für die Bemusterung und die Analyse aller in den Artikeln 29 bis 32 erwähnten Parameter, die durch das "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999 über die Aufgabe des "Institut scientifique de Service public" als Referenzlaboratorium für Wasser, Luft und Abfälle für gültig erklärt worden sind.

Die in den Artikeln 29 bis 32 erwähnten Parameterwerte sind augenblickliche Höchstkonzentrationen.

**Art. 44** - Der Betreiber vergewissert sich davon, dass die Anlage zum Filtern und zur Ableitung der Ausdünstungen und des Staubs mindestens einmal im Jahr kontrolliert und gewartet wird.

**Art. 45** - Der Betreiber repariert die Anlage zum Filtern und zur Ableitung der Abgase in die Außenluft, falls sie nicht ordentlich funktioniert.

**Art. 46** - Falls der mit der Überwachung beauftragte Beamte einen entsprechenden begründeten Antrag stellt, muss der Betreiber eine Dichtigkeitsprüfung durch eine in diesem Bereich zugelassene Einrichtung durchführen lassen.

Diese Analysen auf Kosten des Betreibers können höchstens zweimal im Jahr angefordert werden. Im Falle eines Problems wird davon ausgegangen, dass die zweite Analyse zur Überprüfung der Wirksamkeit der vom Betreiber getroffenen Maßnahmen zur Verringerung der Emissionen bestimmt ist.

**Art. 47** - Diese Maßnahmen werden durch ein zugelassenes Labor oder eine zugelassene Einrichtung gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 25. Dezember 1964 über die Luftverschmutzung durchgeführt.

**Art. 48** - Alle Berichte sowie die Ergebnisse der Messungen werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

**Art. 49** - Der Betreiber hält das in Artikel 40 erwähnte technische Register zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

**Art. 50** - Das abgeleitete Abwasser wird durch eine folgenden Anforderungen genügende Kontrollvorrichtung abgeführt:

- 1° eine leichte Entnahme von Proben vom abgeleiteten Wasser ermöglichen;  
 2° auf Anfrage oder Initiative des mit der Überwachung beauftragten Beamten die Entnahme von Proben des abgeleiteten Wassers ermöglichen;  
 3° leicht zugänglich sein, dies ohne vorherige Formalität;  
 4° an einem Ort stehen, der alle Garantien in Bezug auf die Menge und die Qualität des Wassers bietet.

#### KAPITEL IX — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 51** - Der Königliche Erlass vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung bezüglich der Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Ableitwege für Regenwasser wird, was die im vorliegenden Erlass erwähnten Betriebe betrifft, aufgehoben.

**Art. 52** - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1:

- 1° sind die Artikel 27 Absatz 1 und 34 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar;  
 2° sind die Artikel 10 und 35 spätestens 6 Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 53** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. September 2008

Der Minister-Präsident,  
 R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
 B. LUTGEN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3648

[2008/203665]

**25 SEPTEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor spuitcabines**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8, 9 en 62;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater;

Gelet op het advies nr. 44.353/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de voorschriften van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, die aanvankelijk zijn genomen ter uitvoering van artikel 3, § 1, van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, nu opgeheven, voortaan hun wettelijke grondslag vinden in de bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning op grond waarvan de Regering bevoegd is om algemene voorwaarden in de zin van hoofdstuk I, afdeling III, van dit decreet vast te leggen;

Overwegende dat de Regering, wanneer ze sectorale voorwaarden vastlegt, krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 slechts van de algemene voorwaarden mag afwijken voor zover ze die afwijking motiveert;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 nu gedeeltelijk verouderd is; dat sommige van de bepalingen ervan immers zijn opgenomen in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt (hoofdstuk VI. — Algemeen Reglement voor de sanering van het stedelijk afvalwater) wat betreft het huishoudelijk afvalwater en in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Overwegende dat sommige parameters bedoeld in het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 tegenwoordig niet meer relevant zijn, niet meer toepasselijk zijn op het geheel van de activiteitssectoren of verwijzen naar analysemethodes die nu verboden zijn, o.a.:

- de ontbindingstest met methyleenblauw, een parameter die niet meer gebruikt wordt;
- de met tetrachloorkoolstof afscheidbare koolwaterstoffen, waarvan de analyse nu verboden is en waarvoor een andere methode wordt gebruikt;

Overwegende tenslotte dat de opheffing van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 als gevolg heeft dat het aantal reglementaire teksten die op een inrichting toepasselijk zijn beperkt wordt en zodoende beantwoordt aan de wil van de Waalse Regering om een programma voor administratieve rationalisering en vereenvoudiging aan te nemen;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving**

**Artikel 1.** Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de spuitcabines bedoeld in de rubriek 50.20.02 en op de lozingen van industrieel afvalwater van spuitcabines bedoeld in rubriek 90.10.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> spuitcabine : het lokaal voorbehouden aan de luchtdrukbehandeling;
- 2<sup>o</sup> voorafgaande behandeling : het verwijderen van vuil, oliën en vetten, schilfers, korsten van het branden, laminieren of solderen, roest of andere corrosieve producten, oude coating, die de voertuigen of delen ervan bedekken die geleverd, gelakt of gevernist moeten worden;
- 3<sup>o</sup> voorafgaande mechanische behandeling : voorafgaande behandeling via een mechanisch procédé, zoals afkrabben, borstelen, schuren en de behandeling via luchtdruk, centrifuge of vloeistofstraal;
- 4<sup>o</sup> voorafgaande chemische behandeling : chemische reiniging door middel van :
  - a) een basische ontvetter;
  - b) (organische) oplosmiddelen;
  - c) emulsies of van producten die emulsies vormen bij het reinigen;
  - d) het afbijten om oxidatieproducten of lamineerkorsten te verwijderen;
- 5<sup>o</sup> luchtdrukbehandeling : het spuiten van verf of vernis door middel van een snelle luchtstroom met behulp van een pistool;
- 6<sup>o</sup> basisluchtdrukbehandeling : het spuiten van een grondlaag - aanbrengen van "surfacer", "primer", "fuller" - door middel van een snelle luchtstroom;

7° het overspuiten van voertuigen : alle industriële of commerciële activiteiten i.v.m. het aanbrengen van een coating en de daarmee verband houdende ontvettingsactiviteiten op de originele coating van wegvoertuigen en hun aanhangwagens, hun bestanddelen alsook de veiligheidstoebehoren, of op een deel van een dergelijk voertuig, die als onderdeel van de reparatie, de bescherming of de decoratie van voertuigen buiten de fabricage-installaties uitgevoerd worden met producten voor het overspuiten van voertuigen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 7 oktober 2005 inzake de reductie van het gehalte aan vluchtige organische stoffen in bepaalde verven en vernissen en in producten voor het overspuiten van voertuigen;

8° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

## HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** § 1. De spuitcabine bestaat uit vuurvaste en onbrandbare materialen.

§ 2. De deuren van de spuitcabine openen naar buiten toe. De doorgangen worden vrijgehouden van hindernissen.

§ 3. De leidingen en kokers voor de dampafvoer bestaan uit vuurvaste materialen en worden geïnstalleerd zodat eventuele afzettingen erin makkelijk weggehaald kunnen worden.

Alle metalen delen van die leidingen hebben aardleiding.

§ 4. De spuitcabine is uitgerust met een gebruiksurenteller.

**Art. 4.** Wanneer de inrichting, de bijgebouwen of lokalen ervan naast een bewoond lokaal liggen, zijn ze hiervan gescheiden door muren, holle vloerplaten, wanden, uit baksteen of beton, plafonds en vloeren die minstens een uur vuurbestendig zijn.

De deuren tussen de bewoonde lokalen en de inrichting en de bijgebouwen of lokalen ervan gaan automatisch dicht en zijn minstens een halfuur vuurbestendig.

**Art. 5.** Wanneer de inrichting, de bijgebouwen of lokalen ervan naast een bewoond lokaal liggen, beschikken ze over een eigen toegang.

**Art. 6.** De ingangsportalen, die van de inrichting gescheiden zijn door een openluchtbinnenplaats van minstens drie meter diep of die geïsoleerd zijn door een deur die minstens een halfuur vuurbestendig is, worden niet beschouwd als bijgebouwen zoals bedoeld in artikel 4.

**Art. 7.** De branddeuren en nooduitgangen van de inrichting openen naar buiten toe en de doorgangen worden van alle hindernissen vrijgehouden. Tijdens de exploitatie blijven de ramen en deuren van de inrichting gesloten, behalve in geval van noodzaak.

**Art. 8.** De vloeren van de werkplaatsen en de werk- of reinigingsruimtes zijn met beton versterkt en laten geen vloeistoffen de grond insijpelen. De werkruimtes bieden een chemische weerstand tegen de vloeistoffen die zich in de inrichting bevinden.

**Art. 9.** Wanneer het uitstootdebiet van de spuitcabine kleiner is dan 20 000 Nm<sup>3</sup>/u.,

1° mondt de opening voor de afvoer van de damp die zich bij het spuiten van een grondlaag, verf of vernis vormt uit op een afstand van minstens 20 meter, horizontaal gemeten, van elke opening zoals de deuren en ramen van bewoonde lokalen of

2° is ze uitgerust met een statische voorziening om de snelheid van de verticale uitstoot van de gassen - Venturi - te verhogen met het oog op een goede verspreiding van de residuele vervuilende stoffen.

De hoogte en de positie van de schoorsteen en van de afvoerleiding kunnen in de bijzondere voorwaarden vastgelegd worden.

**Art. 10.** Er worden openingen aangebracht op vlot toegankelijke plekken in de wanden van de schoorstenen en van de leidingen voor de afvoer van dampen en gassen om monsterneming van de gassen mogelijk te maken.

In afwijking van norm NBN EN 13284-1 bevinden die openingen zich in een ongestoorde zone van de schoorsteen of leiding, op een afstand van de laatste storing - uitgang van de stookplaats, bocht - die minstens gelijk is aan viermaal de hydraulische diameter van bedoelde schoorsteen of leiding.

## HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

### *Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 11.** De schoorstenen en de leidingen voor de afvoer van de dampen worden regelmatig gereinigd. Het is verboden te reinigen door schroeien of d.m.v. elk ander procédé waarbij vonken kunnen ontstaan wanneer brandbare stoffen in de spuitcabine gebruikt worden.

**Art. 12.** Het is verboden gevaarlijke of brandbare producten buiten de in artikel 16 bedoelde plaats op te slaan indien ze voor meer dan een halve werkdag nodig zijn.

**Art. 13.** Zodra het filtersysteem verzadigd is, wordt het onmiddellijk vervangen door een systeem dat minstens even efficiënt is. Het is streng verboden de spuitcabine zonder filtersysteem in bedrijf te stellen.

**Art. 14.** De gevaarlijke en/of brandbare producten worden opgeslagen in geschikte houders ontworpen en vervaardigd met inachtneming van de eigenschappen van de vloeistoffen die ze inhouden en bieden voldoende mechanische en chemische weerstand.

De handelingen waarbij gebruik gemaakt wordt van die producten worden slechts aan de exploitant of aan de door hem gemachtigde bevoegde personen toevertrouwd.

*Afdeling 2. — Bestemming van de lokalen*

**Art. 15.** De voorafgaande mechanische en chemische behandeling van de voertuigen en delen van voertuigen vindt plaats in een zone van de inrichting die uitsluitend daarvoor bestemd is, namelijk de voorbereidingszone.

De basisluchtdrukbehandeling vindt plaats in de spuitcabine of in de voorbereidingszone.

De luchtdrukbehandeling vindt uitsluitend in de spuitcabine plaats.

**Art. 16.** De opslag van de gevaarlijke of brandbare producten wordt aan bijzondere voorwaarden onderworpen.

**Art. 17.** De behandelingen en voorbereidingen van verven, oplosmiddelen en spuitpistolen mogen plaatsvinden in het lokaal voor de opslag van de gevaarlijke of brandbare producten of in een lokaal dat uitsluitend daarvoor bestemd is.

*Afdeling 3. — Luchtverversing*

**Art. 18.** De lucht in de spuitcabine en in de lokalen eromheen wordt door een voorziening verversd zodat ze nooit giftig of explosief kan worden.

**Art. 19.** In de ondergrondse inrichting worden de gassen en dampen die erin verspreid worden opgezogen en naar buiten uitgestoten door een mechanisch ventilatiesysteem dat zo laag mogelijk geplaatst wordt.

**Art. 20.** Tussen de spuitcabine en de installaties voor de afvoer van dampen en stoffen is er geen dode ruimte waarin zich ontplofbare mengsels of lagen kunnen vormen.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie**Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 21.** Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, raadpleegt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen en de aan te wenden uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 22.** Open vuurverbod en rookverbod worden d.m.v. duidelijk identificeerbare pictogrammen aangegeven in de spuitcabine en op de plekken bedoeld in de artikelen 12 en 16, zowel op de buitenkant van de deuren als binnen de lokalen.

**Art. 23.** De spuitcabine mag slechts verwarmd worden met toestellen die inzake bouw, plaats en gebruik voldoende garanties bieden om elk brand- of ontploffingsgevaar te voorkomen.

**Art. 24.** In de spuitcabine is het verboden werken uit te voeren waarvoor gebruik gemaakt moet worden van open vuur of van elektrostatisch materiaal waarbij vonken kunnen ontstaan.

HOOFDSTUK V. — *Water**Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 25.** Het is streng verboden afvalwater in ondergrondse wateren te lozen.

**Art. 26.** De werkruimtes worden ingericht zodat alle vloeistoffen die er al dan niet toevallig verspreid worden, o.a. het water van de reiniging van bodems en voertuigen, opgevangen en naar één enkele afvoerriool geleid worden.

**Art. 27.** Het systeem voor de opvang van het afvalwater uit de werkruimtes is strikt gescheiden van het systeem voor de opvang van het huishoudelijk afvalwater en het regenwater.

De verontreinigde wateren uit de werkruimtes mogen niet geloosd worden en worden naar een zuiveringsinstallatie of naar een tijdelijke opslagput afgevoerd vooraleer ze door een erkende afvalophaler weggehaald worden.

**Art. 28.** Absorberende producten, zoals schuim, stoffen, poeder of korrels zijn voortdurend beschikbaar voor een snelle tussenkomst in geval van accidentele verspreiding van verven of oplosmiddelen.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor lozingen in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvloeingswegen*

**Art. 29.** Huishoudelijk afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afvloeingsweg wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;

2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;

3° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 3 mg per liter;

4° een representatief monster ervan is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

5° het bevat geen van de stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**Art. 30.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater of in een kunstmatige afvloeingsweg wordt geloosd voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;

2° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 60 mg per liter;

4° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 0,5 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);

5° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 5 mg per liter;

6° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 3 mg per liter;

7° een representatief monster van het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere zwevende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een zwevende laag vormen;

8° onverminderd punt 9°, bevat het geen van de stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

9° het gehalte aan totale metalen is niet hoger dan 15 mg per liter.



*Afdeling 3. — Voorwaarden voor het lozen in openbare rioleringen*

**Art. 31.** Huishoudelijk afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° het is vrij van textielvezels, kunststofverpakkingen of vaste huisafval, al dan niet organisch;

2° het is vrij van :

a) minerale oliën, brandbare producten en vluchtige oplosmiddelen;

b) het bevat niet meer dan 500 mg per liter stoffen met petroleumether die extraheerbaar zijn;

c) het is vrij van alle stoffen die het rioleringswater giftig of gevaarlijk kunnen maken;

3° het bevat geen van de stoffen die bedoeld worden in de artikelen R.131 tot R.141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

**Art. 32.** Huishoudelijk afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH is niet hoger dan 9 of niet lager dan 6,5;

2° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;

3° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

4° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 200 ml per liter (tijdens een statische bezinking van 2 uren);

6° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

7° het geloosde water bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gassen kunnen veroorzaken;

8° het afvalwater bevat geen stoffen die :

a) gevaar kunnen inhouden voor het onderhoudspersoneel van de rioleringen en installaties;

b) de leidingen zouden kunnen beschadigen of verstoppen;

c) de vlotte werking van de stuwings- en zuiveringsinstallaties zouden kunnen hinderen;

9° onverminderd punt 10°, bevat het geen van de stoffen bedoeld in de artikelen R.131 tot R.141 en de desbetreffende bijlagen van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

10° het gehalte aan totale metalen is niet hoger dan 15 mg per liter.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht**Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 33.** De dampen en uitwasemingen van de luchtdrukbehandeling en de basisluchtdrukbehandeling worden aan de bron opgezogen door een mechanische voorziening en gefilterd door droge filters of door elke efficiënte zuiveringsinstallatie en in de lucht uitgestoten.

**Art. 34.** Het debiet bij de emissie van de dampen en uitwasemingen afkomstig van de luchtdrukbehandeling in de cabine bedraagt minstens 20 000 Nm<sup>3</sup>/u. De lucht wordt langs de schoorsteen uitgestoten tegen een snelheid van 7 m/s. of meer. De emissies gebeuren verticaal, van onder naar boven en zonder kap.

De gassen afkomstig van het lokaal voor de voorbereiding van de producten en van het systeem voor het wassen van de spuitpistolen worden verticaal uitgestoten, van onder naar boven en zonder kap. De snelheid van de uitstoot van die gassen wordt berekend zodat de lucht van het lokaal voor de voorbereiding van de producten nooit ontvlambaar of giftig kan worden, overeenkomstig artikel 18.

Het lokaal voor de voorbereiding van de producten en van het systeem voor het wassen van de spuitpistolen is uitgerust met een mechanisch ventilatiesysteem.

**Art. 35.** De emissies van deeltjes van verven of vernissen die zich tijdens de spuit- of pistoolhandelingen hebben gevormd worden gefilterd zodat de concentratie ervan in de uitstootgassen niet hoger is dan 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

Indien het jaarlijkse verbruik van oplosmiddelen dat in de producten voor het overspuiten van voertuigen en in de reinigingsproducten aanwezig is twee ton overschrijdt, is de concentratie van vluchtige organische verbindingen in de uitstootgassen niet hoger dan 50 mg C/Nm<sup>3</sup>.

*Afdeling 2. — Spuitcabine*

**Art. 36.** Het exclusieve gebruik van een pistool HVLP (Hight Volume Low Pressure - groot volume en lage druk) of van een pistool met overdracht van verfproducten met meer dan 65 % gewicht is verplicht.

*Afdeling 3. — Voorbereidingszone*

**Art. 37.** De stoffen afkomstig van de voorbereidingszone, zoals het mechanisch gladschuren, dat voorafgaat aan het aanbrennen van de verf, worden uitgestoten langs een schoorsteen en gefilterd zodat de concentratie ervan in de uitstootgassen niet hoger is dan 150 mg/Nm<sup>3</sup> indien het massadebiet aan stoffen gelijk is 500 g/u. of minder en dan 50 mg/Nm<sup>3</sup> indien het massadebiet 500 g/u. overschrijdt.

*Afdeling 4. — Reiniging van pistolen*

**Art. 38.** De reiniging van de pistolen via een "gesloten pistoolreiniger" is verplicht indien gebruik gemaakt wordt van een pistoolreiniger die COV bevat. Het afvalwater wordt als vloeibare afval behandeld.

*Afdeling 5. — Meetvoorwaarden*

**Art. 39.** De grenswaarden van de uitstoten hebben betrekking op het volume van de gasvormige effluënten in normale omstandigheden, met name : temperatuur van 273,15 K - 0 °C; druk van 101,3 kPa; droog gas.

## Afdeling 6. — Technisch register

**Art. 40.** De exploitant houdt een register dat op zijn minst de volgende gegevens bevat :

1° op de eerste bladzijde :

a) de naam en het adres van de exploitant;

b) de naam en het adres van de verantwoordelijke persoon;

c) de debieten van de luchtmissie in m<sup>3</sup>/u. : spuitcabine en voorbereidingszone;

d) de snelheid in m/s van de luchtmissie vermeld door de fabrikant van de spuitcabine en van de voorbereidingszone;

2° volgende bladzijden :

DATUM	AARD (1)	FILTERS (2)	INDEX (3)	HANDTEKENING (4)
-------	-------------	----------------	--------------	---------------------

De verschillende kolommen bedoeld in het tweede lid, 2°, bevatten de volgende gegevens :

1° aard van de handeling : onderhoud, expertise of controle;

2° vervanging van de filters : droge filters (spuitcabine of voorbereidingszone), actieve kool (hoeveelheid in kg);

3° uurindexen van de spuitcabine in emissie- en recyclagegebruik;

4° naam en handtekening van de persoon die het onderhoud, de expertise of de controle uitvoert.

Dat register kan vervangen worden door het formulier dat jaarlijks ingevuld wordt in het kader van een kwaliteitssysteem dat uitgaat van een geaccrediteerde auditmaatschappij, voor zover het op zijn minst de gegevens die in het tweede en in het derde lid opgenomen zijn bevat.

HOOFDSTUK VII. — *Afval*

**Art. 41.** De oplosmiddelen worden ter plaatse gerecycleerd of door een erkende ophaler gerecupereerd.

**Art. 42.** De installatie voor de tijdelijke opslag van gevaarlijke afval is het voorwerp van bijzondere voorwaarden wanneer de opslagcapaciteit kleiner is dan 250 kilo.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle, zelfcontrole en toezicht*

**Art. 43.** De exploitant en de toezichthoudende ambtenaar gebruiken de referentiemethodes voor de monsterneming en de analyse van alle parameters bedoeld in de artikelen 29 tot 32 die door het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) gevalideerd worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 waarbij het "Institut scientifique de Service public" belast wordt met de opdracht van referentielaboratorium voor water, lucht en afval.

De parametrische waarden bedoeld in de artikelen 29 tot 32 zijn ogenblikkelijke maximumconcentraties.

**Art. 44.** De exploitant vergewist zich ervan dat de installatie voor de filtrering en de afvoer van de uitwasemingen en stoffen minstens één keer per jaar gecontroleerd en onderhouden wordt.

**Art. 45.** In geval van defect herstelt de exploitant de installatie voor de filtrering en de afvoer van gasvormige effluënten naar de open lucht.

**Art. 46.** Op verzoek van de toezichthoudende ambtenaar moet de exploitant het ventilatiedebiet van de spuitcabine en de concentratie van vluchtige organische verbindingen en van stoffen in de uitgestoten gassen laten meten.

Die analyses kunnen hoogstens twee keer per jaar gevraagd worden en zijn voor rekening van de exploitant. In geval van probleem dient de tweede analyse vanzelfsprekend om na te gaan of de door de exploitant genomen maatregelen tot vermindering van de uitstoten doeltreffend zijn.

**Art. 47.** Die maatregelen worden uitgevoerd door een laboratorium of een instelling erkend overeenkomstig de bepalingen van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

**Art. 48.** Alle rapporten, met de resultaten van de metingen, liggen ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

**Art. 49.** De exploitant legt het technisch register bedoeld in artikel 40 ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar.

**Art. 50.** Het afvalwater wordt afgevoerd langs een controlevoorziening die voldoet aan de volgende vereisten :

1° er kunnen makkelijk monsters van het geloosde water genomen worden;

2° op verzoek of op initiatief van de toezichthoudende ambtenaar kunnen monsters van het afvalwater genomen worden;

3° ze is vlot toegankelijk, zonder voorafgaande formaliteit;

4° de lokatie ervan biedt alle garantie inzake waterhoeveelheid en -kwaliteit.

HOOFDSTUK IX. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 51.** Het koninklijk besluit van 23 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, de openbare riolen en in de kunstmatige afwateringskanalen voor regenwater wordt opgeheven voor wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 52.** Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die bestaan zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

1° zijn de artikelen 27, eerste lid, en 34 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° de artikelen 10 en 35 zijn van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit bestaan.

**Art. 53.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 september 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN